

Perspectives commerciales de l'ACCA

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs agroalimentaires du Canada

L'ACCA rencontre l'Honorable Mary NG, Ministre du commerce international

En mai, les membres de l'ACCA ont rencontré virtuellement la ministre Ng pour discuter de l'impact de la pandémie sur le commerce agroalimentaire, l'importance d'un commerce basé sur des règles et la nécessité d'assurer des échanges commerciaux fluides. La réunion a eu lieu avant l'engagement bilatéral de la ministre Ng avec son homologue européen, Phil Hogan, et a permis une discussion franche avec la ministre sur la façon dont les barrières non tarifaires continuent de bloquer l'accès au marché pour les exportateurs agroalimentaires. Dans une [déclaration](#) à l'issue de la réunion, l'ACCA a exhorté le gouvernement à garantir la promesse de l'AECG.

Dans un [communiqué](#) émis à la suite de la réunion bilatérale Canada-UE, la Ministre indique clairement qu'il faut faire plus de travail pour permettre un accès réel au marché agroalimentaire européen. Le communiqué souligne explicitement « l'importance d'améliorer l'accès de l'Union européenne au marché pour les produits agricoles canadiens grâce à l'élimination des obstacles techniques au commerce. Ceci marque la première fois que le gouvernement fait état publiquement du travail qu'il reste à faire pour que l'AECG tienne ses promesses. L'AECG a été mis en œuvre en 2017. Nous savons qu'il existe des solutions à ces obstacles persistants. L'ACCA continuera de travailler avec la ministre Ng pour que l'AECG tienne ses promesses.

Les exportateurs continuent de faire face à de forts vents contraires

2020 était censée être une grande année pour le commerce, avec la ratification de l'ACEUM, la nécessité de se concentrer sur la mise en œuvre de l'AECG et la prolifération des barrières non tarifaires, la poursuite des efforts de diversification des exportations dans la région Asie-Pacifique et la création de nouvelles relations dans le cadre du Brexit avec le Royaume-Uni, entre autres.

Pourtant, en un instant, le COVID-19 a bouleversé la prévisibilité et la stabilité dont les exportateurs ont besoin. Ces derniers mois nous ont montré à quel point le commerce agroalimentaire est fondamental pour notre économie et notre mode de vie. Et bien que nous soyons fiers du rôle que nos membres ont aidé à jouer pour nourrir les Canadiens et d'autres dans le monde tout en protégeant les emplois, des inquiétudes profondes demeurent. La principale d'entre elles est la crainte que cette crise entraîne de nouvelles barrières commerciales et d'autres formes de protectionnisme. Alors que l'épidémie continue, 93 gouvernements du monde entier ont adopté plus de 200 restrictions affectant le commerce de produits clés, notamment agroalimentaires.

Alors que le commerce mondial a fortement chuté au premier semestre, la plus forte baisse jamais enregistrée, les réponses rapides des gouvernements ont contribué à atténuer le choc sur le commerce. Malgré des signes de forte reprise, il ne faut pas s'attendre à ce que le commerce international revienne à des niveaux normaux en 2020, peut-être même pas avant la mi-2021 selon Exportation et Développement Canada (EDC). Selon les prévisions de juin, [EDC](#) note que les exportations agricoles et de biens de consommation compte parmi les secteurs qui résistent le mieux à la tempête : les exportations agroalimentaires globales devraient chuter de 8% en 2020, tandis que les exportations d'autres biens et services chuteront de 20%.



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Pour l'instant, le commerce mondial montre lentement des signes de reprise au Canada et dans le monde, alors que les pays se tournent vers la réouverture des économies. Selon les économistes de l'OMC, le pire des scénarios semble avoir été évité: les échanges n'auraient désormais qu'à augmenter de 2,5% par trimestre pour répondre à la projection optimiste d'une baisse de 13% sur l'ensemble de l'année. Dans la perspective de 2021, les perspectives de l'économie mondiale restent incertaines. Une évolution défavorable, y compris une deuxième vague de Covid, une croissance économique faible, ou le recours généralisé aux restrictions commerciales pourraient modifier les prévisions optimistes. Les implications pour le Canada restent claires: la reprise économique sera dictée par la réouverture des économies du monde entier.

La grande inquiétude est que le protectionnisme accru devienne la norme. Le monde est potentiellement en train de s'éveiller à une nouvelle menace commerciale: celle qui voit les gouvernements se saisir de la pandémie pour des prises de position politiques ou pour faire avancer un programme nationaliste et protectionniste. Nous devons nous attendre à ce que de nombreux pays soient tentés d'utiliser la crise actuelle pour restreindre encore davantage les échanges. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons besoin de relations commerciales solides et d'un OMC robuste et fonctionnel qui puisse assurer un commerce ouvert, stable et prévisible, fondé sur des règles. Un certain nombre de pays ont pris des mesures pour encourager une plus grande production intérieure, ce qui peut présenter des risques pour les exportateurs, car ces mesures ont le potentiel de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales. Nous devons surveiller de près le protectionnisme sous toutes ses formes, ce qui est une autre raison pour laquelle nous avons besoin que le Canada se consacre au contrôle de l'adhésion de nos partenaires commerciaux aux règles du commerce mondial et se concentre sur la mise en œuvre et la diversification du commerce tout autant que sur la promotion du commerce.

Le commerce agroalimentaire, moteur clé de la reprise économique

Une certitude est que le commerce agroalimentaire peut être un puissant outil de reprise post - pandémie pour l'économie canadienne. Selon les prévisions les plus récentes d'EDC, les exportations agroalimentaires canadiennes pourraient augmenter d'environ 8% l'an prochain. En même temps, une récente étude publiée par Richard Barichello, dans la Revue canadienne d'économie agricole, estime que le commerce mondial du secteur agricole pourrait diminuer entre 12 % et 20% en 2020. Ceci souligne l'importance d'efforts à faire pour maintenir un commerce libre et ouvert dans le monde entier.

L'ACCA a [accueilli favorablement](#) l'engagement du Canada et de 42 autres membres de l'OMC de sauvegarder et de renforcer le commerce agroalimentaire mondial et de s'engager à maintenir ouvertes et opérationnelles les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires. Le maintien de cet engagement sera particulièrement important à mesure que les gouvernements entreprendront des efforts de relance économique. Le président de l'ACCA, Dan Darling, a déclaré: « maintenir le commerce agroalimentaire libre et ouvert a contribué à éviter les pénuries alimentaires et à préserver les chaînes d'approvisionnement. L'OMC a un rôle essentiel à jouer à cet égard. Nous devons maintenant redoubler d'efforts pour éviter de reculer en permettant aux barrières commerciales et autres formes de protectionnisme de s'infiltrer dans le système commercial mondial. Cela entraînera des perturbations commerciales, une croissance moindre, moins d'emplois, l'insécurité alimentaire et des prix plus élevés. » En fait, l'adoption d'un commerce agroalimentaire sans entraves devrait être au cœur du plan de redémarrage de l'économie canadienne. Pour y parvenir, nous continuerons de travailler avec le gouvernement à ouvrir de nouveaux marchés et à accroître l'empreinte d'exportation du Canada dans le monde.

Mises à jour commerciales

CUSMA entre en vigueur

L'ACEUM est entrée en vigueur le 1er juillet 2020, à la suite des processus de ratification nationaux dans les trois pays. Dans une [déclaration](#), la Vice-première ministre Chrystia Freeland a salué l'entente comme un pilier

Suite 1101, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860

[CAFTA.ORG](https://www.cafta.org)



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

essentiel pour préserver le commerce libre et équitable, tout en retournant la stabilité et certains t y à des affaires en Amérique du Nord.

Dans un [communiqué](#), le président de l'ACCA, Dan Darling, a aussi salué l'entrée en vigueur du successeur de l'ALENA: « Le commerce libre et prévisible de l'agriculture et de l'alimentation à travers l'Amérique du nord a permis de fournir des aliments en abondance, sûrs et de haute qualité. L'ACEUM aidera à restaurer la compétitivité de la plateforme de libre-échange nord-américaine et à créer un secteur concurrentiel à l'échelle mondiale qui stimule l'économie dans les trois pays. » L'ACCA continuera de travailler avec le gouvernement pour veiller à la bonne mise en œuvre de l'accord afin de s'assurer que les exportateurs canadiens peuvent profiter pleinement de ses avantages.

Brexit

Alors que le Royaume-Uni (RU) a maintenant quitté l'UE au sens politique, des négociations sont en cours pour établir la relation économique et commerciale entre l'UE et le RU à la fin de 2020. L'avenir commercial entre le Canada et le Royaume-Uni au 1^{er} janvier 2021 reste lui aussi à déterminer. Le RU est engagé dans des pourparlers commerciaux bilatéraux avec un nombre de pays dont les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en plus de l'Europe. Le RU a récemment annoncé son [intérêt](#) à rejoindre le PTPGP. Lors de sa comparution devant le Comité permanent du commerce de la Chambre, l'ACCA a déclaré: « en ce qui concerne le Royaume-Uni, l'un de nos plus grands partenaires commerciaux en Europe, avec moins de six mois avant la séparation totale du Royaume-Uni de l'UE, le Canada devrait s'engager officiellement dans des pourparlers et chercher à conclure les négociations d'un accord canado-britannique ambitieux qui supprime les tarifs et les barrières non tarifaires, fournit des règles d'origine libérales, garantit un accès équitable dès que possible. » CAFTA va continuer à surveiller ce dossier.

La réforme de l'OMC par le biais du Groupe d'Ottawa

La crise actuelle a clairement montré pourquoi nous avons besoin d'un système commercial mondial fondé sur des règles. En juin, le Premier ministre Trudeau a participé à une réunion virtuelle du Groupe d'Ottawa dirigé par le Canada sur la réforme de l'OMC dans le contexte de COVID-19. Avant la réunion, l'ACCA a assisté à une table ronde avec la ministre Ng et John Hannaford, ministre adjoint du commerce international.

Le Groupe d'Ottawa a publié son plan d'action en vue de restreindre les restrictions à l'exportation, y compris pour l'agroalimentaire dans la [déclaration conjointe du Groupe d'Ottawa: Mise au point d'action sur Covid-19](#). Parallèlement à la réunion, l'ACCA s'est [jointe](#) à des associations d'affaires nationales pour encourager l'accélération des réformes de l'OMC. Il est impératif que ce travail se poursuive.

Comité de l'agriculture de l'OMC

Les membres du Comité de l'agriculture de l'OMC se sont réunis en juin et ont réaffirmé l'importance du respect des règles de commerce pendant la crise du COVID-19 et ont mis en garde contre l'effet négatif prolongé des restrictions à l'exportation de produits alimentaires par certains gouvernements pendant la crise du COVID-19 sur les marchés mondiaux. Les membres ont pris note des nouveaux programmes d'aide accordés aux agriculteurs par les gouvernements en réponse à la crise et de leur impact potentiel de distorsion des échanges sur le marché alimentaire mondial. Les questions à l'ordre du jour comprennent la transparence, la notification, les modifications tarifaires en transit, la concurrence à l'exportation et le soutien interne.

Déclaration de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour la conférence ministérielle

Des réunions SPS de l'OMC ont également eu lieu récemment au cours desquelles des membres ont souligné l'importance d'assurer des réponses coordonnées aux crises mondiales, y compris le COVID-19, afin que le commerce des produits agricoles et alimentaires ne soit pas indûment restreint. Le travail considérable accompli par le Secrétariat de l'OMC pour compiler les mesures SPS depuis le début est disponible [ici](#).



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

S'appuyant sur une proposition initiale avancée par le Canada, les États-Unis, le Brésil et l'Argentine au début de cette année, les membres de l'OMC ont discuté d'une éventuelle déclaration sanitaire et phytosanitaire (SPS) pour la 12e Conférence ministérielle de l'OMC l'an prochain, qui répondrait aux pressions croissantes exercées sur l'agriculture internationale et souligne l'importance de réponses coordonnées aux crises mondiales et de tirer parti des outils réglementaires disponibles de manière scientifique.

Groupe de Cairns

Les membres du Groupe de Cairns ont lancé une «Initiative COVID-19: Protéger la sécurité alimentaire mondiale grâce au commerce ouvert» pour soutenir le système agricole mondial pendant la pandémie et limiter l'impact sur la sécurité alimentaire. Une [déclaration de soutien](#) de l'industrie a été publiée sous l'égide du Cairns Farms Leaders Group et signée par l'Australie, l'Argentine, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay.

Dans d'autres nouvelles

Selon l'OCDE, les politiques gouvernementales fournissant plus de 500 milliards USD aux agriculteurs chaque année perturbent les marchés. [L'OCDE souligne que](#) «la moitié de ce soutien provient de politiques qui maintiennent les prix intérieurs au-dessus des niveaux internationaux» et exhorte les «gouvernements à éliminer progressivement les politiques de distorsion, y compris le soutien des prix, et à réorienter les fonds vers l'amélioration de la productivité et de la durabilité».

Stratégie de l'UE de la ferme à l'assiette

La Commission européenne a dévoilé sa stratégie de la [ferme à la fourchette](#) qui vise la création d'une production et consommation plus « durable » et énumère des mesures et objectifs à atteindre d'ici 2030 dont un étiquetage obligatoire, une indication d'origine pour certains produits, et des mesures pour réduire l'utilisation de pesticides, d'engrais et d'antimicrobiens utilisés dans l'élevage.

Sur la colline

- L'ACCA continue de rencontrer virtuellement les ministres, secrétaires parlementaires, députés et sénateurs, pour parler de protectionnisme, les règles commerciales, et la mise en œuvre de l' AECG, CPTPP et CUSMA.
- En mai, [l'ACCA a comparu devant](#) le Comité spécial sur la pandémie du COVID-19 ainsi que le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui examinait la réponse canadienne à la crise. Vous trouverez plus d'informations sur [cafta.org](#).
- Au cours des dernières semaines, la Chambre des communes a tenu une combinaison de réunions en personne et virtuelles. Le point central des séances virtuelles était les réponses du gouvernement du Canada à la pandémie. La Chambre siègera le 22 juillet, le 12 août et le 26 août et devrait revenir le 21 septembre, pendant trois semaines consécutives. Le Sénat siègera le 22 septembre.

Au cas où vous l'auriez manqué

Article d'opinion de l'ALECA : [Le libre-échange nous permet de nous nourrir et de nourrir le monde: «Fournir de la nourriture à un fournisseur exclusif et fermer les frontières, c'est presque littéralement semer les graines de la famine et de la ruine économique»](#)

[La Corée du Sud appelle l'UE à minimiser les barrières commerciales en pleine pandémie](#)

[La Thaïlande devrait rejoindre les négociations sur le pacte commercial Asie-Pacifique, selon les chefs d'entreprise](#)

[Le Royaume-Uni souhaite un accord commercial rapide avec le Japon et l'adhésion au TPP](#)

[La Chine renouvelle son intérêt pour le pacte commercial transpacifique du PTPGP dans un contexte de tensions américaines croissantes](#)



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food
Trade Alliance

Alliance canadienne
du commerce
agroalimentaire

[Le Japon presse le Royaume-Uni sur des négociations commerciales rapides pour un accord de fin d'année](#)

[Rapports de l'UE sur les barrières commerciales: l'UE continue d'ouvrir les marchés en dehors de l'Europe au milieu d'un protectionnisme croissant](#)

[Les gouvernements accédant à l'OMC reconfirment la valeur du système commercial multilatéral](#)

[DDG Wolff: La crise du COVID-19 souligne la nécessité de plus de multilatéralisme, pas moins](#)

[Lecture: La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau, s'entretient avec son homologue de l'UE](#)

[Le Japon et 10 autres pays du PTP envisagent une vidéoconférence ministérielle](#)

[FAO Perspectives de l'alimentation - Rapport sur les marchés alimentaire mondiale: D'un glob une crise de santé I à une crise alimentaire mondiale?](#)

[L'ALE Indonésie-Australie entre en fo r CE](#)

Contactez-nous : www.cafta.org ou info@cafta.org **Suivez-nous :** [@CAFTA_ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 